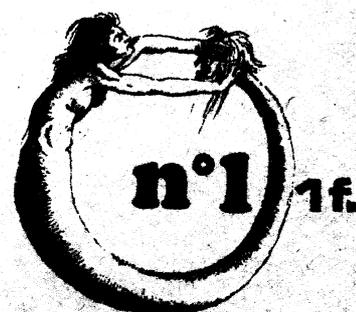


# Le publicitaire

chroniques  
des  
événements  
courants

**L'AFFAIRE DE L'ENLÈVEMENT DU BANQUIER SUAREZ  
LES GAUCHISTES ET LE G.A.R.I.**



3 mai 1974

Angel Baltazar Suarez, directeur de la banque de Bilbao, à Paris, est enlevé.

Quelques jours après

- Le G.A.R.I. (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste) revendique l'enlèvement et demande la libération de révolutionnaires détenus en Espagne :
  - Oriol Solé-Sugranyes,
  - José Luis Pons-Llobet,
  - Santiago Soler-Amigo,
  - Francisco Javier Garriga-Paituvi,
  - Maria Angustina Matéos-Fernandez (Le Monde 11 mai 74).
- Dans un autre communiqué le G.A.R.I. précise que Suarez n'est pas une victime innocente, mais un représentant conscient du gouvernement espagnol (Le Monde 15 mai 74).

14 mai

A Bellgarde (Ain), quatre jeunes espagnols, dont Ignacio Solé-Sugranyes frère d'un des emprisonnés d'Espagne, sont arrêtés et écroués à la prison de Bourg en Bresse sous l'inculpation de détention de fausses pièces d'identité (Le Monde 15 mai 74).

22 mai

- Suarez est libéré.
  - Neuf anarchistes soupçonnés d'avoir participé à l'enlèvement sont arrêtés :
    - à Avignon : - Octavio Alberola-Surinach (46 ans), ingénieur à Mexico,
    - Jan-Helen Weir (29 ans), infirmière de nationalité britannique,
    - Ariane Gransac-Sadori (32 ans), artiste peintre à Paris,
    - à Toulouse: - Georges Rivière (25 ans), typographe à Toulouse,
    - Annio Plazen (24 ans), de Haute Garonne,
    - à Clichy : - Lucio Urtubia-Jimenez (43 ans), carreleur à Clichy,
    - Anne Urtubia (32 ans),
    - à Peyriac-Minervois (Aude) :
      - Pierre Guibert (29 ans), professeur en disponibilité,
      - Danielle Haas (21 ans).
- Ils sont tous inculpés de recel qualifié et écroués.

27 mai

Deux nouvelles arrestations à Paris :

- Arnaud Chastel, attaché de recherche au CNRS,

Ils sont tous deux inculpés et écroués pour complicité de séquestration de personne. Les policiers auraient trouvé le numéro de téléphone des Chastel chez Octavio Alberola arrêté le 22, et Suarez aurait reconnu dans leur appartement son lieu de séquestration. Ce qu'ils démentent.

1<sup>o</sup> juillet

- A Barcelone, comparaissent devant le tribunal militaire, sous l'inculpation de hold-up contre une banque :
  - Oriol Solé-Sugranyes,
  - José Luis Pons-Llobet (déjà condamné à 30 ans lors du procès qui condamna à mort Puig Antich) (Le Monde 3 juillet 74).
- Un des frères de José Luis Pons-Llobet qui a 8 ans est déclaré indésirable dans une école primaire de Barcelone tenue par des jésuites " en raison de son nom " (Le Monde 10 juillet 74).

12 juillet

La demande de mise en liberté du couple Chastel est rejetée (Le monde 14-15 juillet 74), malgré qu'il n'y ait aucune preuve que Suarez ait été séquestré chez eux et que tout laisse supposer qu'il ne l'a jamais été (Le Monde 10 juillet 74).

15 juillet

- A Paris, une explosion a lieu en gare d'Austerlitz dans le train en partance pour Irun, en Espagne.
- A Andorre, deux bombes explosent à la poste espagnole et à la viguerie épiscopale espagnole.
- Dans les Hautes Pyrénées, des arbres sont abattus en travers de la route que doit emprunter le Tour de France, entre Barges et le sommet du col du Tourmalet (Le Monde 17 juillet 74).

16 juillet

- A Lourdes, treize bus de pèlerins sont incendiés.
- A St. Lary, trois bombes détruisent plusieurs voitures de la caravane du Tour de France (Le Monde 17 juillet 74).

24 juillet

- A Barcelone, Oriol Sole-Sugranyes est condamné à 48 ans de prison, José Luis Pons-Llobet à 21 ans (Le Monde 25 juillet 74).

25 juillet

A Nîmes, une bombe explose à la banque populaire d'Espagne (Le Monde 26/7/74)

28 juillet

A Toulouse, deux bombes explosent au consulat espagnol (Le Monde 30/7/74).

Nuit du 28 au 29 juillet

- A Paris, deux bus de la société France-Espagne-Portugal, stationnés dans leur garage sont endommagés par deux explosions.
- Au poste frontière du Perthus (Pyrénées Orientales), une voiture piégée explose.
- Au poste frontière de Bourg-Madame (P. Orientales), une voiture piégée explose (Le Monde 30 juillet 74).

29 juillet (Dimanche)

- A Toulouse, une troisième bombe explose au consulat espagnol. Une école voisine est partiellement détruite, et deux policiers sont blessés.
- A Hendaye, une bombe explose à la gare qui avait évacuée à cause d'un coup de téléphone annonçant l'explosion (Le Monde 30 juillet 74).

30 juillet

Des tracts du G.A.R.I. sont découverts dans le train Paris/Irun.

Nuit du 4 au 5 aout

Bruxelles, quatre bombes explosent devant des établissements bancaires espagnole et devant le bureau de la compagnie aérienne espagnole Ibéria (Le Monde 6 aout 74).

15 aout

- A Lourdes, alerte à la bombe à la grotte (Le Monde 17 aout 74).
- A Paris, deux engins fumigènes explosent, gare d'Austerlitz, dans deux trains en partance, l'un pour Irun (Espagne), l'autre pour Bordeaux (Le Monde 17 aout 74).

14 aout

Remise en liberté, assortie du contrôle judiciaire de :

- Annie Plazen,
- Pierre Guibert,
- Danielle Haas. (Le Monde 17 aout 74).

22 aout

- A Paris, plusieurs incendies éclatent dans un train en partance pour l'Espagne, en gare d'Austerlitz (Europe n°1, 22 aout 74).

28 aout

- A Toulouse, des pompiers blessés lors de l'explosion au consulat d'Espagne, le 29 juillet, reçoivent un mot du G.A.R.I. exprimant ses regrets accompagné de bouteilles de champagne (Europe n°1, 28/8/74).

Ces informations collectées dans la presse et à la radio sont rapportées avec toute la réserve qu'il convient.

Il est à noter que le G.A.R.I. n'a revendiqué qu'une partie de ces actions.

## COMMUNIQUE

"L'affaire Suarez, en tant qu'évènement spectaculaire est effectivement terminée, comme l'affirme la presse, contente de voir les méchants punis et l'innocente victime retrouvée saine et sauve. Ce qui n'est pas terminé, c'est l'affrontement entre notre volonté révolutionnaire et le pouvoir franquiste, c'est notre combat, c'est notre force d'intervention dans un monde capitaliste qui affecte de voir en nous des "desespérados", et non /le) un regroupement de gens déterminés à agir pour/détruire, en liaison avec tous ceux qui luttent. (1)

Qu'il y ait eu ou non demande de rançon, notre démarche était claire, et nos buts politiques aussi. Le gouvernement de Franco qui a commencé à céder sur plusieurs points, le sait bien. Car malgré ses communiqués contradictoires il a été obligé de reculer par rapport aux compagnons emprisonnés, pour lesquels la peine de mort était requise à l'origine. Quand aux arrestations qui ont eu lieu en France et aux recherches qui se poursuivent pour essayer de traquer les "coupables", elles montrent clairement le sens réel de la politique française: l'Espagne désire rentrer au Marché Commun. La "moitié" des français représentés par Giscard désire l'y aider de tout coeur. Mais pour cela il faut cautionner le fascisme, les tortures, les assassinats, en se mettant au même diapason. Il doit être difficile pour cette moitié de président d'inaugurer sa carrière par l'embastillement de ses premiers prisonniers politiques; Giscard promet que ça va changer et que les français seront surpris. C'est vrai qu'ils le sont : jamais on n'avait vu une telle coopération policière franco-espagnole ! Hier la moitié des français, Mitterand en tête, intervenait auprès de Franco pour éviter que Puig Antich soit exécuté; aujourd'hui que notre compagnon a été assassiné et que plusieurs autres risquent le même sort avant que nous n'intervenions, la droite française lâche sa police; et ose arrêter des gens accusés d'avoir donné leur appui à une action qui s'est révélée efficace pour obtenir un résultat espéré par beaucoup.

Quand au noyautage de nos groupes par les policiers et leurs communiqués triomphalistes, ils nous font bien rigoler : Ottavioli, il y a un noyau dans ton fromage :

Ottavioli, Bernard, arrêtez votre ridicule chasse aux sorcières : Nous avons apporté assistance à nos camarades en danger de mort, ce que préconisent vos lois et vos principes moraux.

Ces précisions données, nous rappelons au gouvernement espagnol nos exigences :

- Libération de nos camarades reconduit à la frontière de leur choix.
- Libération des prisonniers ayany effectué les trois-quart de leur peine.

Nous avons tenu nos engagements, au gouvernement espagnol de tenir les siens dans les délais fixés.

G.A.R.I.  
Groupe d'Action Révolutionnaire  
Internationaliste.

(1) Paragraphe entièrement censuré par le journal "Libération".

COMMUNIQUE DU COMITE DE DEFENSE DES INCULPES  
DE L'AFFAIRE SUAREZ ( PARIS ) :

Onze personnes sont actuellement emprisonnées sous divers chefs d'inculpations liés à l'affaire Suarez : les hommes à Fresnes et à la Santé, les femmes à Fleury-Mérogis. Après la publicité initiale donnée à l'enlèvement et aux arrestations, le silence s'est fait dans la presse sur le développement de cette affaire. En fait, ce silence semble rejoindre l'embaras de la police qui, un mois après les arrestations, n'a toujours versé au dossier de l'instruction aucune preuve matérielle de la culpabilité des onze dans l'enlèvement de Suarez.

Une fois de plus, le pouvoir semble avoir été avant tout soucieux de trouver des coupables à jeter en pâture à une "opinion publique" soigneusement mise en condition. Ces coupables une fois trouvés - c'est facile, on suit pendant quelques semaines des réfugiés politiques espagnols connus, et on les arrête avec ceux qui les fréquentent, avec un peu de chance on ne tombera pas loin du but - il reste à la police à trouver une explication plausible à ces arrestations. Au besoin, on fera appel à des méthodes "efficaces" et éprouvées pour amener certains d'entre eux à avouer ce qu'on voudra. Après, le tissu des présomptions suffira à emporter la conviction des juges. Ce mécanisme est classique, l'examen des faits ne montre que trop clairement comment il a fonctionné cette fois.

"Un épais mystère". Cet titre de l'Aurore du 24 mai résume bien l'affaire de l'enlèvement de Baltazar Suarez, le mois dernier, et les arrestations qui ont suivi sa libération, tels que ces événements paraissent au travers des commentaires de la presse et des services de police.

Pourtant, le 22 mai, tout semble clair : la police et la presse unanime nous affirment que les neuf personnes arrêtés sont "les ravisseurs de Suarez". Il ne manque pas un détail ; d'ailleurs "ils étaient suivis pas à pas par les policiers" (l'Humanité du 24 mai). Ce qui vaut à la police de recevoir l'hommage de l'opinion publique soulagée : "Un beau coup de filet" (Le Parisien Libéré du 23 mai).

Le directeur de la P.J. parisienne explique avec suffisance que "les ravisseurs de M. Suarez étaient connus de la police avant même qu'ils agissent" (France-Soir du 24 mai). Et les commentateurs de conclure : "Noyautés par la police les groupes anarchistes espagnols risquent d'éclater" (France-Soir du 25 mai).

Mais deux jours suffisent pour voir "le commando des ravisseurs" (France-Soir du 25 mai) se transmuter en "de piètres comparses" (l'Aurore 25/26 mai). Une opération de police qui a couvert la moitié de la France et qui, nous assure-t-on, a commencé dès le mois d'avril, sous la direction du commissaire Ottavioli, à la tête de la brigade criminelle, aura servi à fabriquer des titres à la "une" plus qu'à établir des preuves. Et, comme le fait remarquer l'Aurore dès le 24 mai "si les policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé (...) C.M. Vadrot rencontrer le banquier avant eux" ?

Que reproche-t-on aux inculpés ? Pour cinq d'entre eux ( Octavio Alberola, Ariane Gransac-Sadori, Jan-Helen Weir arrêtés à Avignon ; Georges Rivière et Annie Plazen arrêtés à Toulouse ), le recel de sommes d'argent importantes : 2.500.000 F en devises retrouvées à Avignon, 680.000 F à Peyriac (Aude) chez des amis de Rivière. Les cinq premiers déclarent qu'ils ne savaient pas ce que contenaient les sacs que d'autres leur avaient confiés. Quand aux amis de Rivière, Pierre Guibert et Danielle Haas, ils sont apparemment coupables d'avoir laissé des amis entrer chez eux.

Mais surtout, ces trois millions, "la rançon récupérée" (l'Humanité 23 mai), d'où viennent-ils ? "Personne ne veut admettre les avoir déboursés" (l'Aurore 24 mai). Et voilà sept personnes inculpés de recel de sommes dont on n'apporte

pas un début de preuve qu'elles aient été volées ou extorquées à qui que ce soit. Mais les enquêteurs et les magistrats n'ont pas froid aux yeux, puisque ce même chef d'inculpation sort contre Anne et Lucio Urtubia, arrêtés à Paris, chez qui on n'a toujours rien trouvé de suspect - sinon qu'ils "semblent être au centre de cette affaire" (France-Soir 24 mai).

Toutes ces contradictions ne sont que le reflet d'une contradiction plus profonde : pour mieux réprimer et étouffer une action politique, on veut insister sur le côté "sordide", de "pur gangsterisme" (France-Soir 6 mai) de l'affaire. La famille et les collaborateurs de Suarez insistent sur son "apolitisme", les autorités font croire que les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications - politiques -. "Néanmoins, remarque l'Humanité du 6 mai, la présence de policiers espagnols, spécialistes des affaires politiques, aux côtés des enquêteurs français semblait démentir cette version du crime crapuleux".

Avant que l'AFP n'ait reçu le premier communiqué des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) revendiquant l'enlèvement, nous savons en effet, par les soins de la Direction Générale de la Sûreté de Madrid, qu'il s'agit là d'un coup de group anarchiste "Priméro de Mayo" (Journal du Dimanche 5 mai). Et la presse donne la chasse à Octavio Alberola, "un dangereux desperado" (France-Soir 25 mai), "un homme que les gouvernements préfèrent voir de l'autre côté de leurs frontières, parce qu'on peut toujours le soupçonner d'avoir un mauvais coup en tête" (l'Aurore 6 mai).

Arrêté en France et expulsé le 19 avril, Alberola était revenu, sans demander la permission des autorités, qui ont vu l'occasion d'offrir au gouvernement franquiste un gage de bonne volonté.

Alberola connaissait Lucio Urtubia, un réfugié politique espagnol comme lui: on fait des Urtubia ses "agents de liaison" et de receleur. De même, Chantal et Arnaud Chastel ont eu le tort de connaître les Urtubia, ce qui permet de les accuser d'avoir prêté leur appartement pour séquestrer Suarez, sur la foi d'un numéro de téléphone et d'un témoignage rocambolesque du banquier qui reconnaît la rampe "au toucher" et.....les bruits de la rue !

Preuves contradictoires pour les sept premiers accusés, inexistantes pour les quatre autres, tels sont les faits saillants de l'affaire Suarez. Quand à la volonté systématique de donner à une affaire politique des allures de faits divers, elle ne saurait surprendre. D'abord parce qu'une telle politique minimise les risques de voir la gauche française - éternelle et sentimentale anti-franquiste - prendre la défense des accusés, et dénoncer ainsi la collaboration de plus en plus étroite entre les autorités françaises et espagnoles.

Ensuite, parce qu'il est bien naturel qu'un régime fondé tout entier sur le culte de l'argent et de ses fidèles défenseurs, la loi et l'ordre, réprime avec la même vigueur le banditisme, le terrorisme et la subversion dans tous les domaines. Il est significatif que Lecanuet, symbole de la "nouvelle majorité présidentielle élargie" ait cru bon d'inaugurer ses fonctions de Gardes des Sceaux en déclarant qu'il souhaitait "une justice ferme mais humaine. En particulier, je serai sans faiblesse pour tout ce qui touche à la drogue, à la violence, à la séquestration et aux prises d'otages" (Le Monde 12 juin).

Des militants libertaires français, ou espagnols réfugiés en France ont dû à cette seule qualité d'être arrêtés dans le cadre de cette affaire. D'autres ont reçu de "curieuses visites" qui s'apparentent en fait à de véritables perquisitions clandestines : la Sûreté Espagnole n'a pas seulement visité le "sommiteux appartement" des Suarez.

Il est temps de dénoncer la répression que les policiers français et espagnols font peser sur les militants libertaires français, de dénoncer la manoeuvre politique qui veut offrir Alberola et les autres camarades emprisonnés en victimes de l'entente cordiale avec le régime des assassins de Puig Antich et de tant de militants ouvriers, d'exiger enfin que cesse la mascarade d'une instruction judiciaire truquée et que la liberté soit rendue à nos onze camarades.

Comité de Défense des Inculpés  
de l'Affaire Suarez

( extrait de la brochure "M. Suarez votre enlèvement nous intéresse !! )

Sept prolétaires révolutionnaires, dans l'affaire du capitaliste Suarez, ont été pris comme otages par les ravisseurs de l'Etat. Ils ont été kidnappés à Avignon, Paris, Toulouse, par des ravisseurs mercenaires armés de mitraillettes. Il s'agit bien d'un rapt vu qu'ils ne sont pas les auteurs de l'enlèvement de Suarez et de sa séquestration.

Ceux qui se déclarent, contre l'exploitation des travailleurs au moyen du salariat, des impôts, etc... contre la propriété privée et qui agissent en conséquence pour changer ce rapport social dominant, subissent l'enlèvement et la séquestration de l'Etat capitaliste, non pas pour quelques jours, mais pour des années! La société capitaliste privée ou d'état forme un racket à tous les niveaux, et pousse donc à la violence en exerçant la violence quotidienne de l'exploitation, de la domination, de l'abrutissement. Les moyens de défense qu'offre la démocratie bourgeoise, pour lutter contre le franquisme, ont prouvé leur nullité, puisque soldé par le cadavre de Puig Antich.

La séquestration de Suarez a évité 2 nouvelles condamnations à mort aux compagnons de Puig.

L'argent demandé n'est que la récupération légitime du produit de la sueur des prolétaires, pour leur émancipation. Il ne sert qu'à alimenter les caisses du mouvement espagnol clandestin, soutenir les prisonniers; il n'a pas d'usage individuel, au sens de l'enrichissement capitaliste. En aucun cas il ne saurait s'agir de recel qualifié ou pas. Cette action a montré avec clarté la collusion de la police et de la justice espagnole héritées du nazisme, avec celle de ceux qui prétendent avoir lutté contre ce dernier par la résistance. Ce mensonge a éclaté.

Le juge Bernard (Sossi), Otavioli et derrière eux l'exécutif se font les complices discrets de l'héritier d'Hitler.

La démocratie bourgeoise n'est qu'un moyen pour gérer le capitalisme occidental plus en douceur, tout en exerçant une dictature indirecte sur la vie des exploités, par le salariat et la société marchande.

C'est vous juge Bernard qui encouragez de nouvelles actions directes par votre attitude en les déplaçant du terrain espagnol vers la France. C'est vous qui en détournant l'acte politique sur le terrain du droit commun, montrez l'oppression de la classe capitaliste sur la classe ouvrière.

**NOUS EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DES SEPT REVOLUTIONNAIRES INCARCERES A PARIS !**

Groupe de Solidarité Internationaliste Puig-Antich

#### Communiqué

Le mercredi 16 janvier 1974, Jean-Claude Torres, Angel Moreno Pato, Pierre Roger et Michel Camilleri, sont arrêtés à Paris sur l'inculpation de vouloir détourner un avion de la compagnie Iberia, pour essayer de sauver Puig Antich, devant le désintéressement de la gauche et de l'extrême-gauche françaises, et attirer l'attention sur le sort de tous les accusés de l'ex-MIL.

Revue, Brochures, etc, sur ce sujet :

- Le Mouvement Communiste N° 6 "La guerre civile en Espagne 1973" (correspondance : G. Dauvé, B.P. 95, 94600 Choisy le roi)
- Gangsters ou révolutionnaires ? ( P. Vidal-Naquet, 11 rue du Cherche-Midi 75006 Paris)
- Périodique de Solidarité ( B.P. n° 100, 5 rue Sterckx, 1060 Bruxelles/Belgique)
- M. Suarez votre enlèvement nous interesse!! ( J.C. Thumerelle, B.P. 86, 59110 La Madeleine)
- Violence et solidarité révolutionnaire, par Jean Barrot, éditions de l'oubli (2, rue Wurtz, 75013 Paris)
- Éléments d'information sur l'activité des "gangsters" de Barcelone, éditions Mai 37.
- La gorge serrée, texte anonyme (Paris, 15 mars 74).

A la suite des informations données par le journal gauchiste "Libération" (cf : l'article " Des barbouzes dans le commando ", des camarades parisiens ont adressé au journal le texte de mise au point afin qu'il soit publié... Ce qui, malgré leur insistance, leur fut refusé.

Salutations libertaires à "libération".

" IL FAUT HURLER AVEC LES LOUPS "

( Isvestias de Cronstadt, 14 mars 1921 )

Félicitations, camarades.

Comme le disait LIBERATION du 24 mai : "il est de notre devoir d'apporter notre soutien (aux militants inculpés du rapt de Suarez) ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite". L'enlèvement de Suarez pose solidement et concrètement le problème de la lutte contre la classe dirigeante de notre pays, en soulignant que le capital, pas plus que le fascisme, ne connaît de frontières.

Oui, camarades, une claire ligne est tracée, entre ceux qui soutiennent l'Etat, et ceux qui l'attaquent. C'est donc avec intérêt que nous avons vu comment se manifestait votre solidarité : 2 entrefilets, et le 29 mai un premier article conséquent. Une semaine après l'inculpation de 10 personnes, parmi lesquelles des militants anarchistes connus, LIBERATION découvrait le pot-aux-roses :

Mais c'est, bien sûr.....

" DES BARBOUSES DANS LE COMMANDO "

Elémentaire, my dear Watson... Si vous aimez frissonner à la lecture des échecs sanglants de l'IRA, du FFLP ou des Tupamaros, vous ne perdez pas de vue qu'il s'agit d'organisations authentiquement révolutionnaires, et donc en aucun cas pénétrées par le moindre barbouze. Par contre, quand l'affrontement déborde dans votre propre jardin, vous comprenez immédiatement que l'ennemi, comme le dit Jacques Nobécourt (Le Monde du 30 mai), c'est " l'anarchie fasciste ".

Oui, camarades, comme vous dites, "tout est bizarre" dans votre article du 29 mai. Chapeau pour l'enquête, qui prouve au moins que vous avez pénétré avec aisance les cercles les plus secrets de la hiérarchie fasciste internationale. Votre connaissance intime des négociations engagées par le gouvernement franquiste donne tout son poids à votre affirmation que Lucio Urtubia est un " frère comparse de l'enlèvement " .. un bon point pour les flics, ils ont donc visé juste ". De même, votre (?) enquêteur a vu qu'une Porsche blanche fasciste rôdait longuement autour du repaire des Urtubia - à moins que le conducteur ne lui ait fait son rapport ? Assez curieux, n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de cet article combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Le jour même où vos colonnes publiaient cette merde digne des plus beaux délires de l'HUMANITE-Guépéou sur les gauchistes-Marcellin, Hitléro-trotskyistes et autres chimères, la police dévoilait qu'elle interrogeait depuis 48 heures celui qui devenait le maillon de la chaîne...

Votre entreprise de délation policière vient à point pour isoler les révolutionnaires que traque désormais le pouvoir. Les milieux libertaires sauront juger à juste valeur votre prise de position à l'heure où ils sont une fois de plus exposés à la répression. Un journal qui a soutenu inconditionnellement les plus beaux fiascos de la soi-disant Nouvelle Résistance Populaire a trouvé qu'il valait mieux changer d'air... Il y a un an qu'était lancé le grand défi : "oui, un quotidien démocratique peut paraître". Et bien, c'est gagné : avec les autres roquets de la presse "démocratique", LIBERATION veut maintenant hurler avec les loups.

Il est vrai que les communiqués des ravisseurs de Suarez n'ont jamais prétendu "donner la parole au peuple". Il y a là de quoi gêner ceux qui, à LIBERATION, ont depuis longtemps pris le parti de prêter leur propre parole à un peuple, aux mains rudes et à l'âme frustrée, sorti droit de leur imagination.

( France-soir, l'Aurore, Libération, Suite )

Il y a chez ces gens-là - qui ne sont pas nos camarades - une volonté trop évidente de pouvoir : quand la réalité ne colle pas au schéma qu'on veut fixer, on gomme, on déforme, et quand ça ne suffit pas, on se rabat sur la calomnie. Ici, la calomnie est signée " P.C. ".

Tout un programme.

### Groupe Autonome de Résistance à l'Intoxication

(p.c.c. : Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez)

PARIS

( article extrait de la brochure "M. Suarez votre enlèvement nous intéresse !!. Correspondance : J.C. Thumerelle, B.P. 86, LA MADELEINE 59110 )

# PING~PONG

CHARLIE HEBDO N° 190

Lundi 8 juillet 1974.

Peut-être une polémique entre journalistes est-elle un peu futile. Un peu inutile. Peut-être pas. Tout dépend de l'enjeu. Des types en prison, c'en est un. Et aussi la qualité de l'information dans un journal, surtout s'il se prétend pur et dur. Samedi, « Libération » a répondu à un article sur le GARI et l'enlèvement de Balthazar Suarez. Il y avait là une bien belle occasion de plaider le droit à l'erreur et de montrer ainsi que j'avais généralisé d'une façon abusive.

C'eut été trop beau !

En fait, s'ils reconnaissent à deux reprises s'être trompés, le reste de l'article prétend démontrer que cette méprise n'en est pas vraiment une.

Je ne vais pas vous infliger une autopsie complète de ce papier. Ce serait édifiant mais fastidieux. Mais deux passages sont d'une telle mauvaise foi que je trouve absolument indispensable de leur faire un sort.

En premier, cette phrase :

« Puis est venu l'article de P.C., donnant des révélations sur, selon P.C., des infiltrations policières et fascistes dans le GARI et dans les milieux d'extrême gauche espagnols. Là, nous avons commis une erreur. Non pas que les révélations de P.C. soient fausses ; pour le moment nous n'avons pas encore eu la preuve du contraire. »

Ce passage en gras, il ne vous rappelle rien ? Il ne vous fait pas penser au type qui a dit que Dieu existait et qu'il existerait jusqu'au jour où l'on prouverait le contraire ? On sait où cela mène. Une manière toute jésuite de fabriquer sa vérité. Malgré ce qu'en dit la loi, c'est souvent ainsi qu'agissent les flics. Aux yeux de « Libération » comme aux leurs on est donc présumé coupable et c'est l'innocence qui doit être établie. Alors, Libé, ne pleure pas tout le reste de ton article qu'on te traite en ennemi. Pour moi, forcément, tu es un journal-flic, pourri, débile, et je continuerai à le dire tant que la preuve du contraire ne m'aura pas été administrée.

Le second point qui me taquine, c'est ce passage : « Peu de temps après la parution de l'article de P.C., le GARI nous a envoyé une réponse qui se résumait un peu à P.C. flic, guépéou, Libé pourri et qui ne répondait

pas vraiment aux informations qu'avait données P.C. Nous n'avons pas passé effectivement cette réponse truffée d'injures. »

Cette réponse, je l'ai sous les yeux et la tient à la disposition de qui veut la lire. (Elle n'émane d'ailleurs pas du GARI, mais du comité de soutien, une confusion qu'il convient d'éviter comme le dit la mise au point qui suivra mon article.) C'est vrai qu'elle est écrite avec colère. Faut les comprendre.

Mais, 1) elle n'est pas « truffée » d'injures. Tout au plus parsemée.

2) elle répond, autant que la chose est possible en public, à l'article de P.C.

Seulement voilà. A Libé, on a d'abord prétendu l'avoir égarée, cette réponse, avant même d'avoir pu la lire. Un double leur fut

envoyé. Libé a rétorqué alors qu'ils attendaient le retour de P.C. avant d'en discuter. Puis le silence. Plus personne pour répondre aux relances. C'est sans doute cela qu'on appelle un journal démocratique.

Bon. On ne va pas plaider jusqu'à la fin du siècle. Libé étant parti en vacances, je ne veux pas abuser du fait qu'ils ne peuvent plus me répondre. Qu'ils se reposent. Qu'ils se refassent une santé morale. Apparemment ils en ont bien besoin pour redevenir ce journal qui fut tout de même si souvent nécessaire. Et si je puis me permettre une suggestion, qu'ils accordent à P.C. un supplément de congés, jusqu'aux vacances suivantes.

Soulas

## MISE AU POINT

*Le Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez tient à rappeler que — quelles que soient les appréciations diverses qu'ils peuvent porter sur l'enlèvement du banquier — ses membres n'ont en tout cas jamais participé de près ou de loin aux activités du G.A.R.I. Ceci afin de lever toute confusion qu'aurait pu faire naître l'article de Soulas dans Charlie-Hebdo n° 189 du 1er juillet 1974 (« Le garrot et le G.A.R.I. »).*

*Les interrogations, perquisitions et détentions arbitraires se multiplient déjà suffisamment, depuis quelques semaines dans le cadre de l'enquête menée par le commissaire Ottavioli, sans qu'un article — pour une fois bien intentionné — vienne lui fournir de nouveaux prétextes.*

*Nous assistons en effet à une opération de longue haleine contre les milieux libertaires en France : plus particulièrement ceux liés au mouvement espagnol, mais ce n'est jamais qu'un hors-d'œuvre. Pas de râle spectaculaire, mais une recherche systématique du renseignement, à raison de trois ou quatre*

*interrogatoires par semaine, et on passe aux suivants.*

*Il serait bon que les camarades se rappellent qu'ils n'ont en aucun cas à raconter leur vie aux flics — et encore moins celle des autres. Une nuit au poste vaut mieux que la petite confidence insignifiante — sur le moment — qui permettra à l'appareil policier de mettre à jour ses fiches sur les militants anarchistes.*

*Depuis cinq ans que maos et trotskystes avaient la priorité, il est temps pour les flics de combler des vides... Ce n'est pas à nous de les aider.*

*Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez.*

*P.S. : La défense des copains accusés, ça coûte cher (déplacements des avocats, photocopies, timbres...); sans compter que, parmi les onze, certains n'ont pas une famille prête à les aider à cantiner en taule.*

*Soutien : A. Alvarez, C.C.P. 15-712-51 Paris (mentionner « Comité de Défense des Inculpés »).*

A LIBERATION : (tract diffusé dans toute la France)

Vous poussez vraiment le bouchon trop loin quand vous laissez entendre au sujet de l'affaire Suarez que les auteurs-instigateurs de l'enlèvement sont peut-être des membres de l'organisation fasciste "Paladin-Group".

" Qui veut noyer les révolutionnaires les accuse d'être des flics, des provocateurs, des aventuriers".

Cette pratique stalinienne est vieille comme l'histoire ; vous-mêmes, il n'y a pas si longtemps de cela, vous en avez subi les inconvénients. Souvenez-vous des colonnes de l'Humanité vociférant contre les Maos de tous poils faisant le jeu du pouvoir et de la réaction. Vous n'êtes pas aussitôt sortis du pilori que vous cherchez à tout prix à y mettre quelqu'un à votre place... Et qui de mieux que le Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste, sur lequel tout le monde s'est empressé de coller l'étiquette anarchiste avec tout ce que cela implique d'incohérence et d'inorganisation, ce qui, bien sur, ne peut que faciliter l'action des provocateurs s'infiltrant et noyant à leur aise.

Faut-il que les camarades qui sont encore en "liberté" soient arrêtés pour qu'on leur reconnaisse l'authenticité de révolutionnaires et non de provocateurs ?

Faut-il que les membres du G.A.R.I. viennent les papiers à la main au bureau de la rédaction de Libération pour prouver leur bonne foi révolutionnaire ?

Est-ce votre façon, comme vous le proposiez dans votre premier communiqué, d'aider les camarades en prison et ceux qui n'y sont pas en les traitant de flics et de provocateurs ? (1)

L'aide effective ne doit pas s'adresser qu'aux seuls camarades emprisonnés, mais aussi et surtout à ceux qui continuent leur combat à l'extérieur. Il est très possible que telle ou telle voiture ait été remarquée devant le domicile d'un camarade... Nous pensons que le gouvernement espagnol a pu envoyer, en plus de sa police officielle, des organisations parallèles chargées d'enquêter en toute discrétion et sans aucun inconvénient diplomatique. Chaque pays a ses S.A.C. Mais de là à dire que l'enlèvement de Suarez a été organisé par les fascistes et les provocateurs, c'est vouloir sciemment empêcher que certaines idées et que certaines pratiques et formes d'intervention révolutionnaires se répandent.

Pourtant la mort de Puig Antich a été un échec :

- un échec pour les manifestations qui défilent de la Bastille à la Nation en hurlant "Franco assassins".
- un échec pour les pétitionnaires comme Mitterand.
- un échec pour les lanceurs de cocktails sur Ibéria.
- un échec pour les occupants de locaux espagnols.
- un échec pour ceux qui ont imprimé des milliers de tracts et affiches.
- un échec pour les dizaines de comités de soutien.
- un échec pour ceux qui ont pensé à des enlèvements ou d'autres formes d'actions et qui n'y sont pas arrivés faute de moyens ou de radicalité.

Se donner bonne conscience ne suffit pas et ne suffira pas pour faire reculer l'offensive fasciste que se soit en Espagne, en France, en Italie ou ailleurs. Alors, quand des camarades après l'assassinat de Puig Antich, risquent la peine de mort, est-ce une provocation que de se servir d'autres moyens que les manifs ou les cocktails pour les sortir de là ?

Tous les camarades du G.A.R.I. de différentes nationalités qui se sont gravement et dangereusement engagés dans cette action ne comprennent pas que Libération leur tire de cette façon dans le dos. Dans beaucoup de pays, et en Espagne en particulier, de nombreux camarades pourissent en prison. Notre détermination à continuer la lutte pourra seule les sortir de là.

Groupe d'Entraide Révolutionnaire

N.B. Nous demandons à celui ou celle qui signe les articles "P.C." d'avoir le courage de publier cette lettre intégralement.

(Dix jours après l'article "Infiltration..." (Libération 30/5/74) la réponse n'a pas été publiée).

(1) (....) "Il est de notre devoir de leur apporter notre soutien, ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite. (...) Ils ont besoin de nous comme nous avons besoin d'eux..." (Libération 23/5/74 - "Suarez libéré" signé A.L.)

- Rapport sur les conditions et le déroulement de la manifestation du 9 mars à Paris -

Huit jours après que la dangereuse existence de Salvador Puig Antich ait été écrasée sous le garot, alors que les journaux staliniens parlaient maintenant d'autres sangs et d'autres larmes pendant qu'un peu partout en Europe des rages sans conséquence s'attaquaient à tout ce qui pouvait représenter l'Etat espagnol, il revenait aux gauchistes de jouer le rôle qui leur est dévolu dans la représentation du mensonge en appelant à une protestation de rue ; et, quoique sachant les dangers de ce jeu, ils se trouvaient contraints de l'accepter ; on voyait à côté de ces gens quelques variantes anarchistes : des exilés d'Espagne, de vagues Fronts, et la bolchévisante O.R.A. ; tout ce beau monde était allé demander aux autorités de l'Etat français la faveur de gesticuler deux heures dans la rue La Fayette. Et lesdites autorités, connaissant de longue main leurs démocratiques complices, leur avaient accordé un bout de promenade.

A l'heure dite, le 9 mars, ces bureaucrates se rassemblèrent donc entre la gare St. Lazare et la place Estienne d'Orves, moins toutefois les malheureux membres du P.S.U., arrivant des banlieues de l'histoire, où ils croupissent, à la gare St. Lazare, qui se firent confisquer comme de mauvais galopins banderoles et drapeaux par la flicaille, et durent se rembarquer vers leurs suburbaine misère... En tête allait la petite F.R.A.P., antifasciste et patriote à ce que nous apprennent ses initiales, mais qui connut le curieux avatar de devenir, dans l'Aurore du 11 mars : front révolutionnaire anarchiste populaire (on conviendra qu'il s'agit pour ce journal d'une falsification de routine) sous le drapeau républicain espagnol, ils scandaient sérieusement : "République populaire !". Derrière ces maoïstes marchaient en ordre dispersé sous des drapeaux noirs ceux qui ne pouvaient pas faire autrement et ceux qui en avaient l'habitude ; et enfin, sous une puissante frondaison de drapeaux rouges, avec une banderole qui ne permettait certes pas la moindre confusion, et une gueule qui y aidait bien, s'avancait en braillant les porcs de l'A.J.S. ; on put ainsi apprendre qu'ils vengeraient Puig Antich, et jamais l'indécence n'a été aussi loin.

Rue de Chateaudun, une dépile petite provocation fasciste est bousculée. Les chacales aboient, la caravane avance, et débouche dans la rue La Fayette, ce chef-d'oeuvre de l'urbaniste-policier baron Haussmann. Là se trouve, à main droite, une boutique très digne et très ancienne, l'armurerie Fourny devant laquelle aucun révolutionnaire un peu instruit ne peut passer sans réveiller en sa mémoire le souvenir de Jules Bonnot et de ses camarades, dont une partie de l'armement provenait de cette maison ; fait exceptionnel et remarquable dans une manifestation de rue, la vitrine est brisée et deux fusils de chasse sont pris sur les rateliers ; immédiatement la crapule, ceux pour qui il y aura toujours un ordre à défendre, s'oppose physiquement à cette initiative exemplaire, réussit à reprendre l'une des armes, et, dans le feu de l'action, au lieu de la reporter à son légitime propriétaire, comme on eut pu s'y attendre, elle laisse éclater sa rage apeurée en rendant cette arme inutilisable. N'étant pas à ce moment assez près d'eux pour leur taper sur la gueule, nous ne savons pas exactement qui a fait cela ; mais nous savons bien au nom de quoi. IL y eut ensuite un temps de flottement devant la vitrine brisée, qu'un autre coup de pied ne parvint malheureusement pas à foutre en l'air, pendant qu'à l'intérieur l'armurier, dans sa fonction de petit commerçant défendue par tous les gauchistes, saisissait un flingue et qu'un autre individu photographiait tous les lèche-vitrine. A ce moment il n'y avait plus de service d'Ordre à proprement parler devant les rateliers, tout au plus des imbéciles à qui échappe le mouvement de l'histoire.

(...) A l'angle des rues La Fayette et de L'Aqueduc, le service d'Ordre, peut-être parce que la préfecture de Police avait demandé la dispersion à la gare de l'Est (selon "Libération" du 11 mars), peut-être pour isoler ceux qui les avaient déjà débordés, fort d'une seule rangée d'encadreurs, bloqua un moment la progression, en se refusant à donner la moindre explication à son attitude ; il fallut donc frapper ces gens, et la manifestation parvint en grand désordre place Stalingrad.

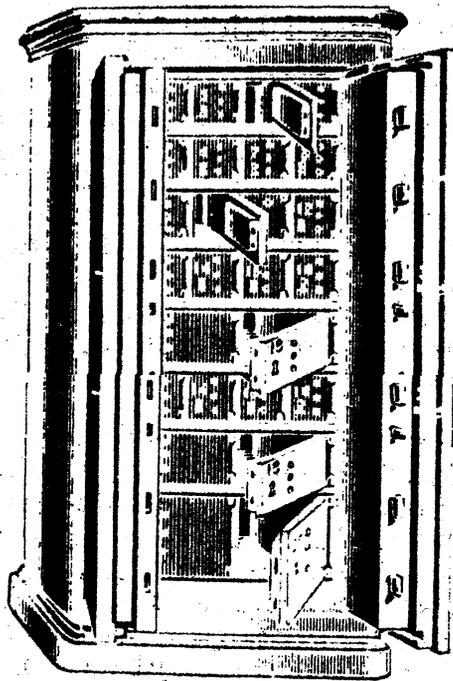
Les malheureux crétins de l'A.J.S., qui n'avaient pas l'habitude d'une marche aussi heurtée (le une-deux une-deux leur va si bien !) étaient restés groupés comme un seul homme à quelques centaines de mètres ; dans ce no man's land trotskyste on vit même s'agiter quelques résidus de la Ligue Communiste qui hélaient des camarades de Parti manifestement rares, afin de se disperser ensemble (...) Tandis que les gens du F.R.A.P., de Front Rouge, etc...avaient déjà disparu et qu'une certaine hésitation se manifestait sur l'attitude qu'il convenait de prendre du fait de la lourde présence de quelques forces de police autour de la place, les militants de l'A.J.S., sous la conduite vaillante et subtile de leurs chefs, s'avancèrent en chantant des hymnes de l'Armée Rouge, leurs oriflammes et leurs sigles hauts levés et c'était grand, sobre et beau cette force tranquille de l'Organisation, qui allait d'un pas ferme entre deux barrages de flics jusqu'à sa camionnette où on plia sans les froisser bannières et banderoles, soigneusement, vieillotement, dont ils risquent pourtant, eux aussi, d'avoir de moins en moins besoin. Et les volées de cailloux sur leur véhicule, et les coups de chaîne à travers la gueule auront peut-être servis à faire entrer d'une façon quasiment matérielle dans ces crânes vides non pas quelques idées, ça va de soi, mais au moins quelques informations sur l'époque.

Cependant, ceux qui souhaitent révéler à cette époque sa vérité historique inconnue déferlèrent dans l'avenue Jean Jaurès, que n'obstruait aucune force policière. Les vitres d'une agence de Citroën, dont l'organisation fasciste de la dictature salariale est bien connue, volèrent en éclats, et un peu plus loin celles de la B.N.P., au coin de la rue Eurvale Dehaynin ; et, alors que les habitants de cet immeuble bourgeois s'informaient de leurs balcons, la banque commença à flamber : c'était beau - comme ces cars de flics incendiés place Armand-Carrel, après que les policiers du commissariat, d'abord rigolards, se furent réfugiés dans leurs locaux (...) Au coin de la rue Manin, en face des Buttes-Chaumont, une vitrine du Crédit Lyonnais refusa de céder à un gros pavé comme sous un manche de pioche, qui se cassa.

Depuis la place Stalingrad, c'est comme une tornade que notre progression, très rapide, se poursuit. Nous sommes extrêmement éparpillés ; c'est une débandade dans le bon sens (celui de l'histoire assurément) qui a lieu, quoique stratégiquement fort fort dangereuse : nous n'occupons que les trottoirs, le plus souvent d'un seul côté, et il serait aisé à des forces motorisées de nous rejoindre ; c'est pourquoi on renverse un certain nombre de bidons de gravas dans la rue Manin pour retarder un peu une telle intervention. Au passage, une "Mission Evangélique" est lapidée au milieu des blasphèmes.

Lorsque nous arrivons au métro Pyrénées, une pharmacie panse ses plaies ; la blessure la plus grave paraît avoir été portée au tiroir-caisse ; et certains imbéciles s'attardent à discourir là sur les malheurs des petits commerçants ! Alors que le racket pharmaceutique est, après celui des banques, le plus pur de tous. (...)

Le reporter du "Monde" avait dû s'arrêter de courir depuis un certain temps déjà car, dans son article du lendemain (daté du 12 mars), s'il relate l'affaire de la pharmacie, il ne signale pas le délabrement des vitrines de deux autres succursales bancaire au moins, dont l'une notamment a été accompagnée d'un beau saccage. Puis, tandis qu'une partie d'entre nous s'engouffrait, d'ailleurs imprudemment, dans la station de métro Pyrénées, où les traces de leur passage furent lisibles, les autres se dispersèrent dans les petite rues avoisinantes. (...)



## LE PUBLICITAIRE

N° 1 (Septembre 74)

" L'affaire de l'enlèvement du banquier Suarez/  
Les gauchistes et le G.A.R.I. "

N° 2 ( à paraître )

" La révolte des Prisons "